

**COUR D'APPEL DE LYON
ARRET DU 20 mai 2021**

1ère chambre civile A

N° RG 20/02075 - N° Portalis DBVX - V - B7E - M5SR

Décision de l'Institut National de la Propriété Industrielle de
COURBEVOIE en date du 18 février 2020 - N° 19 4 517 435

DEMANDERESSE AU RECOURS :

SA SOCIETE D'AMENAGEMENT DE SAINT SORLIN - SAMSO

73530 ST SORLIN D ARVES

représentée par la SELARL LAFFLY & ASSOCIES - LEXAVOUE
LYON, avocat au barreau de LYON, avocat postulant, toque : 938 et
pour avocat plaident Maître C P substitué par Maître P M du Cabinet
LAVOIS SAS, avocat au barreau de PARIS

DEFENDEURS AU RECOURS :

**Monsieur LE DIRECTEUR GENETAL DE L'INSTITUT NATIONAL
DE LA PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE**

15 rue des Minimes

CS 50001

92677 COURBEVOIE CEDEX

représenté par Mme C L P (chargée de mission) en vertu d'un pouvoir
spécial

M. P

[...]

non comparant

* * * * *

L'affaire a régulièrement été communiquée à Mme la Procureure
Générale

Date des plaidoiries tenues **en audience publique** :
19 novembre 2020

Date de mise à disposition : 7 janvier 2021, prorogée au
18 février 2021, puis au 18 mars 2021 et avancée au 20 mai 2021, les
avocats dûment avisés conformément à l'article 450 dernier alinéa du
code de procédure civile

Audience présidée par F C , magistrat rapporteur, sans opposition des
parties dûment avisées, qui en a rendu compte à la Cour dans son
délibéré, assisté pendant les débats de S P , greffier.

Composition de la Cour lors du délibéré :

- A W , président
- F C , conseiller
- A I , conseiller

Arrêt **par défaut** rendu **publiquement** par mise à disposition au greffe de la cour d'appel, les parties présentes ou représentées en ayant été préalablement avisées dans les conditions prévues à l'article 450 alinéa 2 du code de procédure civile,

Signé par F C , conseiller pour le président empêché, et par M M , greffier, auquel la minute a été remise par le magistrat signataire.

* * * * *

Le 21 janvier 2019, M. P a déposé une demande d'enregistrement de marque n°19 4517 435 portant sur le signe verbal Sybelles Locations afin de distinguer les services suivants : gérance de biens immobiliers.

L'INPI a engagé la procédure de rejet prévu par l'article L712 -7 du code de la propriété intellectuelle dans la mesure où le signe déposé lui est apparu contraire aux dispositions des articles L711 '1 et L 711 ' 2b comme n'étant pas apte à distinguer les services d'un opérateur économique et pouvant servir à en désigner une caractéristique.

Cette procédure a abouti le 3 janvier 2020 à un projet de décision devenu définitif le 19 février 2020 par lequel la demande d'enregistrement a été rejetée.

La société d'aménagement de Saint-Sorlin, ci-après SAMSO a formé un recours contre cette décision par mémoire déposé le 3 mars 2020.

Elle demande à la cour de :

- constater que le terme Sybelles n'est pas un lieu géographique ni un toponyme ;
- annuler la décision devenue définitive le 18 février 2020 en ce qu'elle a rejeté la demande d'enregistrement de marque française n°19 4 517 435 portant sur le signe verbal Sybelles Locations.

Elle fait essentiellement valoir que :

- le 13 décembre 2003, différentes sociétés exploitant les domaines skiables de six communes de Savoie ont mis ces domaines en réseau afin de gagner en attractivité commerciale et touristique et ont créé un seul domaine skiable exploité sous la marque Les Sybelles
- elle a déposé le 24 juin 2004 la marque verbale de l'union européenne les Sybelles qui a été enregistré le 16 février 2006 et qui

désigne divers produits et services des classes 16, 28, 35, 36, 37, 38, 39, 41, 42 et 43, la classe 36 recouvrant les affaires immobilières, à savoir agence de logement, évaluation de biens immobiliers, courtage, service de location d'appartements, gérance d'immeubles.

- M. P exploite sous la forme d'une entreprise individuelle une activité de location de plusieurs chalets de montagne dans le village de Fontcouverte-la-Toussuire qui fait partie des communes dont les domaines skiables sont exploités sous la marque les Sybelles.

- la décision de rejet de la demande d'enregistrement qu'elle critique est ainsi motivée : le signe déposé est composé du terme géographique Sybelles désignant un domaine skiable français situé en Savoie ; le signe (Sybelles locations) ne pourra ainsi être appréhendé dans son ensemble par le consommateur comme désignant des locations situées dans le domaine skiable des Sybelles, station hivernale touristique proposant des hébergements temporaires aux vacanciers, et non pas comme une marque ; cette expression ne permet pas au consommateur de déterminer l'origine commerciale des services par la marque en lui permettant de distinguer sans confusion possible les services précités de ceux provenant de concurrents ;

- l'appréciation du terme Sybelles par le directeur général de l'INPI comme étant un terme géographique dépourvu de caractère distinctif alors qu'il s'agit d'une marque qu'elle utilise pour identifier ses activités touristiques est contraire à la présomption de validité des marques enregistrées de l'union européenne, fixée par l'article 127 du règlement UE 2017/1001. Elle lui cause un grief et rend son recours recevable sur le fondement de l'article 31 du code de procédure civile ;

- en application de l'article R 411-21 du code de la propriété intellectuelle, les recours à l'encontre des décisions du directeur général de l'INPI sont ouverts à tout tiers justifiant d'un intérêt légitime ;

- la décision de refuser l'enregistrement de la demande de M. P pour absence de distinctivité doit être annulée en ce qu'elle est infondée.

Par mémoire complémentaire du 6 octobre 2020, elle demande en outre à la cour d'écarter des débats la pièce n°1 du directeur général de l'INPI.

Par observations déposées au greffe le 4 août 2020, le directeur général de l'INPI rappelle que l'institut a statué uniquement sur la demande d'enregistrement déposée par M. P et non sur la validité de la marque détenue par la SAMSO et, sur la recevabilité du recours, fait observer que la SAMSO n'est pas partie à la décision déférée.

Il renvoie à la page 9 les conclusions de la SAMSO qui évoque la réunion des domaines skiables situés sur six communes différentes, composée de six stations mais qui réfute que l'appellation Sybelles

soit le nom d'un domaine skiable. Il s'appuie sur une recherche effectuée sur Internet (sa pièce n°1, recherche Google) pour affirmer que le terme Sybelles désigne un domaine skiable situé en Savoie et doit donc être considéré comme descriptif du lieu de prestation des services concernés.

Il fait valoir que le signe Sybelles Locations est compris par le consommateur comme désignant des activités de location sur le domaine des Sybelles et qu'il n'est pas démontré que le consommateur se soit accoutumé à percevoir les Sybelles comme l'indication d'une origine commerciale, c'est-à-dire la marque d'une entreprise ou d'un ensemble d'entreprises déterminées.

Il conclut que la décision de rejet critiquée est bien fondée.

Le parquet général a, par soit transmis, fait connaître qu'il ne formerait pas d'observations.

Motivation

L'article 31 du code de procédure civile dispose :

« L'action est ouverte à tous ceux qui ont un intérêt légitime au succès ou au rejet d'une prétention, sous réserve des cas dans lesquels la loi attribue le droit d'agir aux seules personnes qu'elle qualifie pour élever ou combattre une prétention, ou pour défendre un intérêt déterminé ».

En l'espèce, la critique de la SAMSO porte sur les motifs qui soutiennent la décision de rejet et n'invoque nullement une atteinte à ses droits qui résulterait de la décision elle-même.

Or, ainsi que le fait valoir le directeur général de l'INPI, l'institut a statué uniquement sur la demande d'enregistrement déposée par M. P et non sur la validité de la marque détenue par la SAMSO, qui ne peut être remise en cause dans le cadre de la présente procédure.

Il en résulte que dans le cadre du litige opposant M. P à l'INPI, la SAMSO ne justifie pas d'un intérêt légitime pour intervenir à la procédure.

C'est pourquoi sa demande doit être déclarée irrecevable.

PAR CES MOTIFS

La cour, statuant publiquement, par défaut et en dernier ressort :

Déclare irrecevable le recours formé par la société d'aménagement de Saint-Sorlin contre la décision de rejet de la demande d'enregistrement n° 19 4 517 435 en date du 18 février 2020 devenue définitive le 19 février 2020.

Dit que le présent arrêt sera notifié par lettre recommandée avec avis de réception par les soins du greffe aux parties et au directeur général de l'institut national de la propriété industrielle.